

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MAI 1913.

Projet de loi instituant une Société nationale des distributions d'eau (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERACHTERT.

MESSIEURS,

L'idée de la création d'un vaste organisme central destiné à faciliter l'établissement de distributions d'eaux potables répondant aux exigences de l'hygiène et de la santé publique, a été surtout inspirée par la vue des résultats féconds produits dans la sphère de son action par la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Cette Société, dont l'essor rapide constitue un franc succès, a amené, après vingt-cinq ans d'existence, la création de plus de 4,000 kilomètres de voies ferrées vicinales. On peut dire que les chemins de fer vicinaux sont devenus un organe en quelque sorte essentiel de la vie économique du pays.

Quel est le secret de ce résultat inespéré ? C'est incontestablement l'union dans une direction et sous un régime uniques des actions parallèles de l'État, des provinces et des communes.

Il est permis d'augurer que l'organisme dont le Gouvernement propose la création produira *les mêmes effets heureux au point de vue de l'hygiène publique.*

Lors de l'examen du projet de loi relatif aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau, en

(1) Projet de loi, n° 15.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. VERACHTERT, GOBLET, BERTHAND, VISART DE BOCARME, POLET, BRAUN.

1907, la Commission spéciale s'était déjà demandé s'il n'y avait pas lieu de fusionner toutes les associations de cette catégorie en une société centrale dans le genre de la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Elle ne s'y est pas arrêtée, parce que, disait-elle, les communes trouvent dans le droit d'association le moyen pratique et immédiat d'arriver à leur but et qu'elles peuvent, au besoin, se faire éclairer ou assister soit par les services techniques provinciaux, soit par le service d'hygiène attaché à cette époque au Département de l'Agriculture.

Cette considération est assez fondée, mais il n'en est pas moins vrai que l'isolement dans lequel les communes ont travaillé, l'absence de coordination dans leurs travaux, l'inégale répartition des distributions d'eau, nombreuses dans la Haute-Belgique, rares en pays plat, le grand nombre d'agglomérations dépourvues d'eau vraiment potable, réclament impérieusement, ainsi que le dit l'Exposé des motifs, que l'on procède d'après un programme rationnel et complet, applicable à toutes les parties du pays.

Il y a en Belgique 2,629 communes ayant, d'après le relevé officiel du 31 décembre 1909, une population de 7,489,000 habitants.

Dans ce nombre, 575 communes seulement sont pourvues de distribution d'eau; elles comptent approximativement 3,200,000 habitants. Encore faut-il faire des réserves au sujet de la qualité des eaux, pour plusieurs de ces localités.

Il arrive même souvent que, dans une commune, certaines sections seulement sont pourvues d'une distribution; d'autre part, on rencontre parfois dans une même commune deux ou plusieurs distributions distinctes.

La loi du 18 août 1907 sur les associations intercommunales, quelque progrès qu'elle ait marqué dans le problème de l'alimentation du pays en eau potable, a laissé subsister les lacunes susdites et n'a pas donné ce que l'on était en droit d'en attendre.

Peu de communes, en effet, ont profité des facilités qu'elle met à leur disposition. C'est que l'esprit d'initiative, qui n'est du reste donné qu'à quelques-uns seulement, est bien souvent paralysé dans le sein d'assemblées délibérantes comme les conseils communaux, par des circonstances étrangères à l'intérêt général, et que, disons-le, cet esprit tend à se perdre dans une Société où l'on paraît de plus en plus compter sur la providence de l'État.

Il faut donc un stimulant pour encourager les timorés, un excitant pour vaincre les somnolences : ce sera la loi nouvelle.

Le but et l'économie de ce système, loin de vinculer la liberté des communes ou de leur imposer pour la création d'une distribution d'eau une intervention à laquelle elles peuvent ne pas tenir, sera donc plutôt de mettre gracieusement à leur disposition un adjuvant auquel elles n'auront recours que quand il leur plaira.

Mais leur intérêt bien entendu, le souci de faire un travail d'ensemble profitable à toute une région, de réduire à leur minimum les frais de con-

struction, d'entretien et d'exploitation, de répartir rationnellement et économiquement les ressources en eau disponibles, ainsi que l'avantage des combinaisons financières, engageront les communes à s'adresser à l'organisme nouveau qui leur fournit toutes les garanties et toutes les facilités pour le but à atteindre.

On peut donc dire que le projet qui constitue un pas hardi et nouveau dans le domaine de l'hygiène publique, répond à une véritable nécessité.

Nos voisins du Nord viennent de faire également un pas dans ce sens, mais sur une échelle moins vaste.

Les îles de la Zélande néerlandaise sont presque totalement dépourvues d'eau alimentaire. On y a mis à l'étude la question de l'établissement de distributions d'eau régionales, et ces études viennent d'aboutir à la création d'un service intercommunal qui pourvoit à l'alimentation de tout le Zuid-Beveland, comprenant vingt-huit communes.

La prise d'eau comprend cinq puits tubés de 20 centimètres de diamètre. L'eau est refoulée vers un château d'eau édifié à peu près au centre de l'île de Zuid-Beveland; les canalisations ont un développement total de 194 kilomètres.

Toute cette œuvre a été mise sur pied par une association intercommunale formée par les communes de l'île. Le capital de la Société est de 1,500,000 florins; il est divisé en actions de 1,000 florins chacune, ces actions sont nominatives, ne peuvent appartenir qu'aux communes intéressées et sont réparties entre celles-ci suivant l'importance de leur population. Le capital a été avancé par la *Rijkspostspaarbank* moyennant $3\frac{3}{4}\%$, l'amortissement se fera pendant la durée de la concession, qui est de quatre-vingts ans, mais il ne commencera qu'à partir de la huitième année; pendant les sept premières années, on affectera les ressources à amortir les frais d'études et d'installation de la Société.

La répartition des bénéfices se fera comme suit : après prélèvement des amortissements statutaires et apurement des pertes antérieures éventuelles, on distribuera aux communes associées un intérêt de 4.05 % pendant les dix premières années, et de 4.385 % pendant les années suivantes. Sur l'excédent on attribue : 85 % à la réserve, 6 % au directeur, 6 % au personnel, 3 % au Conseil d'administration. Le versement à la réserve cessera lorsque celle-ci aura atteint 15 % du capital, et les ressources qui deviendraient disponibles ainsi serviront au paiement d'un second dividende aux actionnaires.

On a sagement pensé que, durant les premières années, le rendement de l'entreprise ne permettrait pas de servir les intérêts statutaires nécessaires aux communes pour le paiement de la rente due au prêteur; aussi, pour parer à cette éventualité, a-t-on constitué un fonds de réserve initial en faisant verser à chaque commune 8 % en sus de la participation. Cette association ne constitue pas un établissement public, elle n'a d'autres droits que ceux d'une société particulière, et pour fournir l'eau dans une commune

et y poser des conduites, elle doit au préalable obtenir une concession de l'autorité locale ⁽¹⁾.

L'Association du Zuid-Beveland étant de création récente, il ne serait pas possible d'apprécier pratiquement, dès maintenant, son fonctionnement et son mécanisme. Elle n'est signalée ici que comme une solution intéressante de la question de l'établissement des distributions d'eau régionales et à cause de son analogie avec les groupements de communes ou les services distincts de distribution, dont l'économie synthétique du projet de loi belge poursuit l'organisation rationnelle et uniforme pour l'ensemble du pays.

Le système de notre projet de loi a, sur celui du Zuid-Beveland, cet autre avantage très appréciable, pour les communes et pour la population, que l'État et les provinces souscrivent le capital initial de la Société, affecté aux études et aux frais intéressant l'ensemble des services, et interviennent à fonds perdus dans la formation du capital social affecté à la réalisation. Cet avantage saute aux yeux quand on sait que dans l'île hollandaise l'eau est livrée à 30 cents, soit près de 65 centimes le mètre cube. En Belgique, ce prix paraîtrait exorbitant.

Examen du projet en sections.

Les sections y ont réservé un accueil très favorable.

La 1^{re}, la 3^e et la 5^e section l'ont adopté sans modifications.

A la 2^e section, un membre a fait ses réserves au sujet de l'intervention des provinces à fonds perdus.

Un autre a insisté sur la nécessité de reviser certains articles de la loi sur les sociétés coopératives sous le régime desquelles la société sera établie.

Dans la 4^e section, un membre a demandé que les membres de la Chambre et du Sénat ne puissent être nommés administrateurs ou commissaires de la société à créer.

Plusieurs membres estiment qu'une rémunération sérieuse doit être accordée aux dirigeants de la société.

D'aucuns sont d'avis que la loi doit permettre une large rétribution des fonds versés par les provinces et les communes au lieu d'imposer la gratuité de leur intervention aux premières et de n'accorder que des dividendes restreints aux secondes. Les administrations publiques hésiteront devant l'importance des risques à courir sans aucune chance de gain sérieux ; elles aimeront mieux se rattacher aux organismes anciens en devenant acquéreurs de l'eau pour la revendre en détail.

Dans la 6^e section, un membre émet le vœu que l'effort de la société

(1) *Annales des Travaux publics*, 2^e série, t. XVIII, 1^{er} fascicule, 1913.

nouvelle tende à centraliser le plus possible les services existants en même temps qu'il s'applique à créer des distributions nouvelles.

Un autre rend hommage à la pensée qui a inspiré le projet : l'esprit de lucre doit être exclu du fonctionnement de la société, de même que les intérêts privés. Il demande quelle sera l'intervention du service géologique et souhaite que tous les travaux intéressant la géologie et l'hydrologie qui seraient entrepris soient publiés.

Un membre croit que le caractère de la société nouvelle doit être celui de régie exploitant au prix coûtant. Il craint les retards qui pourraient résulter de trop longues études et souhaite que l'on profite sans plus tarder des résultats d'études déjà acquis.

Il voudrait que le pouvoir central fût mieux armé pour imposer aux communes l'établissement de ces distributions d'eau.

La Section émet le vœu que le Gouvernement intervienne largement par voie de subside dans les travaux d'hygiène exécutés par les petites communes.

On demande également que le Gouvernement maintienne les subsides accordés actuellement aux communes qui forent des puits artésiens.

Enfin un membre constate que la société ne jouira pas d'un monopole et un autre fait observer que les services qui seront organisés ne pourront être concédés à l'exploitation de sociétés commerciales ou à des particuliers, mais la société pourra reprendre des services existants.

Dans toutes les sections, le projet a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Examen en Section centrale.

La Section centrale s'est réunie le 17 janvier, le 31 janvier, le 21 février et le 9 mai. L'examen du projet a donné lieu aux observations suivantes. D'une façon générale, la Section centrale adhère unanimement à l'organisation formulée par le projet, elle trouve la conception excellente et elle estime que la société à créer est appelée à rendre d'immenses services.

L'ARTICLE PREMIER établit le principe et l'objet de la loi. Il se rapproche de très près de l'article premier de la loi du 24 mai 1884, qui institue la Société nationale des chemins de fer vicinaux. La seule différence — mais elle est essentielle — consiste en ce que les statuts de la société nouvelle ne font pas corps avec la loi, comme c'est le cas pour la loi du 24 mai 1884.

Le grand avantage de cette rédaction, c'est que le pouvoir législatif n'a plus à intervenir dans l'éventualité d'une modification à ces statuts. Et l'on comprend que pour un organisme aussi nouveau n'ayant pas encore fait ses preuves, semblable éventualité est dans les probabilités. L'expérience sera, comme toujours, un excellent guide.

Quant à l'objet même de la société, on remarquera que tous les mots du texte portent ; ils déterminent nettement et limitativement la sphère d'action dans laquelle elle doit se confiner : *étudier, établir, exploiter* des services publics de distribution d'eau.

Il y a lieu de se demander s'il ne faut pas, au point de vue de l'exploitation, interdire d'une façon absolue l'affermage à des tiers autres que des pouvoirs publics.

L'Exposé des motifs admet en principe, bien qu'à titre exceptionnel, une exploitation indirecte par voie d'affermage.

Le rapporteur estime qu'il y a là un danger. L'affermage a comme conséquence immédiate un déplacement de responsabilités, il ouvre la voie à la spéculation, il fera une « affaire » de ce qui devrait être une contribution à l'amélioration de l'hygiène de la vie. D'autre part, on trouve trop facilement des motifs ou des prétextes pour admettre des exceptions, et les intérêts de l'hygiène publique sont d'une importance trop capitale pour qu'on puisse l'exposer aux appétits de ceux qui ne les serviraient que dans un but de lucre. L'exploitation directe par la société ou les communes paraît donc devoir être la règle absolue.

ART. 2, 3 et 4. — L'Exposé des motifs explique très clairement la raison d'être de la forme coopérative, mais il est évident que, malgré cette forme commerciale, une société constituée en vue d'un intérêt public et dont les participants sont, avant tout, des administrations publiques, doit rester civile et être justiciable des tribunaux civils.

Il n'en est pas autrement d'ailleurs des sociétés ayant pour objet l'exploitation des mines, minières et carrières qui peuvent, sans perdre leur caractère civil, emprunter les formes des sociétés commerciales.

On sait que dans les sociétés coopératives les associés peuvent s'engager solidairement et indéfiniment.

Il a paru sage de stipuler dans le projet de loi que les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

Cette dérogation s'impose, en effet, dans l'intérêt même de la stabilité des finances des administrations publiques participantes, qui seraient trop exposées si l'étendue de leur responsabilité n'était pas déterminée d'une façon certaine et précise.

ART. 5. — La Section centrale a désiré être éclairée sur la pensée du Gouvernement quant à l'intervention des provinces.

L'Exposé des motifs dit, page 11 : « Il entre dans les intentions du Gouvernement de répartir les dépenses (de mise en train) par moitié entre le Trésor public et les provinces, la quote-part de celles-ci devant être proportionnée à la partie de sa population, etc. »

Mais le texte du projet ne traduit pas ces intentions. Il est donc intéressant de savoir sous quelle forme le Gouvernement se propose de les réaliser.

D'autre part, il ne s'agit là que des premières dépenses. Ni l'Exposé des

motifs, ni le texte ne paraissent avoir visé l'intervention obligatoire des provinces pour la seconde catégorie de dépenses, celles d'exécution.

Il résulte des renseignements fournis par le Ministère de l'Intérieur que le mode de répartition susvisé rencontre l'assentiment des provinces. Une circulaire, adressée le 3 juillet 1912 à MM. les Gouverneurs, indiquait quelle serait la contribution réclamée à chaque caisse provinciale, dans l'hypothèse où les dépenses dont il s'agit se chiffraient par 500,000 francs et demandait l'inscription au budget de la province des disponibilités nécessaires pour faire face aux besoins de la société durant la première année de son existence.

Les Conseils provinciaux se sont ralliés aux propositions qui leur ont été soumises par le Département de l'Intérieur et ont voté les ressources qui leur étaient demandées. Le Conseil provincial de la Flandre orientale a seul entouré sa décision de quelques réserves; mais celles-ci ne portent que sur un point de détail et ne sont pas de nature à remettre en question l'adhésion de cette assemblée.

Il n'est pas entré dans les intentions du Gouvernement d'astreindre les provinces à intervenir obligatoirement dans la formation des capitaux destinés à permettre la réalisation des projets qu'étudiera la Société nationale des distributions d'eau.

Les administrations provinciales fixeront donc comme elles l'entendront le taux de leur participation dans les entreprises que la Société mettra sur pied; elles en agissent d'ailleurs ainsi à l'heure actuelle, quand elles allouent des subsides aux communes pour l'établissement des distributions d'eau.

On remarquera d'ailleurs que la loi organique de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, qui présente sur plus d'un point une grande similitude avec le projet dont la Chambre est saisie, n'impose pas plus que celui-ci aucune obligation d'ordre financier aux provinces. Ce régime de liberté n'a mis aucun obstacle au développement de la Société.

D'après l'Exposé des motifs, il n'est pas possible d'étendre aux établissements publics (hospices et bureaux de bienfaisance) les avantages du paiement facultatif des participations par annuités, à cause des difficultés que présenterait le recouvrement des annuités laissées en souffrances par ces associés.

Dans le sein de la Section centrale, certains membres estiment que ces établissements, obligés à verser leur part en capital, se décideront très difficilement à entrer dans le groupement. Ils sont d'avis qu'il n'y a aucun inconvénient à leur concéder les avantages susdits, à la condition que leurs engagements soient garantis par l'administration communale.

Cette idée est, en effet, très juste et très rationnelle. Mais on peut y répondre que du moment où la commune veut bien accorder cette garantie, il n'est pas nécessaire de modifier le texte du projet et de compliquer la loi pour assurer aux hospices et aux bureaux de bienfaisance les avantages que comporte la libération de la souscription par versements annuels : il suffira que la commune souscrive *en son nom* les parts de l'établissement public

moyennant accord préalable avec celui-ci. C'est ainsi que les choses se passent fréquemment lorsque les fabriques d'églises, par exemple, empruntent au Crédit communal : la commune, qui est leur tutrice légale, leur sert d'intermédiaire et leur procure ainsi le bénéfice qui s'attache à ce mode d'emprunt.

La disposition finale de l'article 5 autorise les pouvoirs et établissements publics à céder leurs parts.

Elle vise en ordre principal la cession de parts entre l'État, les provinces et les communes.

Quid, de la cession à des particuliers?

Le texte ne l'exclut pas; en principe, elle est donc admise. Mais il est vraisemblable que cette éventualité ne se présentera que très exceptionnellement, peut-être même jamais; il est néanmoins prudent de la prévoir, en vue de réserver complètement l'avenir.

Pareille cession est subordonnée à l'approbation royale. Cette approbation sera entourée de toutes les conditions nécessaires pour sauvegarder l'avenir de la société. Parmi ces conditions doit donc figurer nécessairement l'obligation de libérer les parts sociales cédées au fur et à mesure des appels de fonds qui seront faits par le Conseil d'administration : la loi projetée n'admet pas, en effet, que les particuliers puissent s'acquitter de leurs souscriptions par annuités.

A propos de cet article surgit la question de savoir ce qu'il faut entendre par service distinct.

Il paraît fort difficile de donner une définition exacte et précise de ce que sera un service distinct de distribution d'eau dans l'entreprise d'ensemble confiée à la Société nationale. C'est une question de fait; les services se créeront et se multiplieront d'après la façon dont les communes se grouperont au sein de la Société.

Dans la pratique, aucune difficulté n'est à craindre du chef de cette imprécision : la Société créera à un moment donné un premier service de distribution d'eau intéressant quelques communes; ce sera une entité bien définie, au sujet de laquelle il ne saurait y avoir de doute ni d'hésitation. Voici, ce premier service existant, que de nouvelles communes sollicitent à leur tour, le concours de la Société pour l'établissement d'une distribution d'eau potable : ou bien elles lient leur sort à celui des premières en souscrivant des parts de la série que celles-ci ont créée et entrent ainsi dans le groupe déjà formé; ou bien elles décident, d'accord avec l'État et la province, de constituer dans la Société un nouveau groupement distinct du premier, ayant sa série de parts à lui, destiné à créer une distribution qui aura sa vie propre, indépendante de celle du service déjà en fonctionnement. Dans le premier cas, il y aura simple extension du groupement primitif; dans le second, il y aura constitution d'un *nouveau service distinct* du précédent.

On passera ainsi d'un deuxième service à un troisième, de celui-ci à un quatrième sans qu'aucun doute soit possible quant à la distinction à établir entre eux.

Il est évident que ces groupements de communes ne se feront point au hasard et que la Société nationale, éclairée par l'enquête préalable et approfondie à laquelle elle se sera livrée, s'efforcera de faire œuvre logique et rationnelle dans la constitution de ces associations communales.

Elle aura pour premier devoir de veiller à ce que les services qui se créeront sous son égide répondent à un programme d'ensemble et constituent chacun un organisme bien équilibré, en parfaite harmonie avec ses voisins.

On a fait remarquer qu'il ne suffit pas de pourvoir à l'alimentation de la population en eau potable, mais qu'il importe également d'assurer l'alimentation économique et industrielle. Un grand nombre de localités ont surtout besoin d'eaux industrielles, et pour un litre d'eau potable on en emploie 100 pour les besoins de l'industrie.

Rien dans le projet de loi ne s'oppose à ce que la Société nationale s'occupe à la fois de l'alimentation des particuliers et de celle des industries; les explications qui accompagnent l'article 5 visent même expressément le cas de la fourniture de l'eau à des usines. Il se peut que la Société soit amenée à étudier et à réaliser, pour certaines agglomérations, le système de la double canalisation : eau potable, d'une part, eau industrielle, d'autre part; la loi qui la constitue n'y met aucun obstacle. Mais le projet a été conçu pour faire face en tout premier lieu à des nécessités d'ordre purement hygiénique.

ART. 7. — A propos de cet article, des membres de la Section centrale se sont demandés pourquoi le capital des provinces ne serait pas rémunéré.

Et à l'appui de cette demande, on fait observer que cette rémunération est prévue dans les statuts de la Société nationale des chemins de fer vicinaux qui a beaucoup d'analogie et d'affinité avec la société à constituer.

On dit encore que les provinces, en intervenant à capital perdu, seront exposées à créer des impôts et qu'elles en créent difficilement; que ces impôts frapperont principalement les habitants des grandes villes déjà pourvues de distributions d'eau et qui ne tireront aucun profit de l'organisme nouveau.

D'autre part, l'idée de supprimer toute limite à la rémunération des capitaux souscrits par les communes paraît avoir rencontré certain appui.

Pour étayer cette opinion, on fait valoir que cette rémunération illimitée, c'est-à-dire l'espoir de réaliser des bénéfices, sera précisément pour les communes un stimulant, tandis que, d'après le système du projet de loi, les bénéfices étant interdits et les pertes leur restant pour compte, les communes ne seront guère enthousiastes pour engager leurs capitaux dans une entreprise qui, au point de vue financier, est en somme très aléatoire.

Ces idées, inspirées par le très légitime souci de sauvegarder les finances provinciales et communales, paraissent, à première vue, très sérieuses, mais un examen attentif en fait toucher l'erreur.

Elles vont, en effet, à l'encontre non seulement de toute l'économie du projet de loi, mais aussi de tout ce qui s'est fait jusqu'ici en Belgique en

matière de distribution d'eau. Jamais les provinces n'ont réclamé l'intérêt des subsides qu'elles accordaient aux communes pour l'établissement de services d'eau potable; jamais l'État n'a consenti à considérer l'exploitation de ceux de ces services subsidiés par lui comme pouvant constituer une source de profits pour les caisses communales. Revenir sur ces principes, c'est créer pour la Société nationale un régime qui serait un recul marqué sur ce qui existe actuellement.

Quant à l'éventualité de la création d'impôts, cette considération n'a pas arrêté les provinces qui ont généreusement accordé dans le passé et accordent encore tous les jours aux communes leur concours financier gratuit pour les aider à établir des services d'eau alimentaire; les sacrifices qu'elles ont ainsi consenti se chiffrent par millions. Tel fut notamment le cas dans les provinces de Brabant, du Hainaut, de Liège, de Namur, de Luxembourg. Dans la Basse-Belgique, où les services de distribution d'eau sont moins nombreux, les provinces n'ont jamais marchandé leur intervention financière aux communes qui y faisaient appel. Depuis deux ans, la province d'Anvers s'impose de grands sacrifices et fait un grand effort pour résoudre l'important problème de l'eau potable. Les autres provinces vont-elles refuser d'en faire autant, au moment où l'État les convie à étudier et à résoudre une question d'importance vitale pour leurs habitants?

Aucune comparaison n'est possible sur ce point avec ce qui se passe à la Société nationale des chemins de fer vicinaux : celle-ci constitue une véritable entreprise industrielle, qui est exploitée comme telle, qui produit des bénéfices et qui peut donc rémunérer des capitaux. L'alimentation des populations en eau potable doit, au contraire, être considérée comme une obligation que les autorités remplissent à titre gratuit, comme elles remplissent celles que leur imposent la construction et l'entretien de la voirie, la police, l'éclairage des rues, etc.

D'aucuns estiment qu'un dividende de 4 % pour les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers est insuffisant vu l'état du marché de l'argent.

Il ne faut pas perdre de vue qu'il ne s'agit pas d'assurer un bon placement aux capitaux privés; leur concours n'est sollicité que pour permettre à ceux qui les possèdent d'aider à mettre sur pied, s'ils le veulent bien, une œuvre d'utilité publique. Le taux de 4 %, supérieur au revenu actuel de la rente belge et égal à celui des obligations garanties par l'État, paraît très suffisamment rémunérateur.

A tout bien considérer, il ne semble donc pas que le projet doive subir des modifications sur ces différents points.

Les ARTICLES 8, 9 et 10 reproduisent en partie certaines dispositions relatives à la Société nationale des chemins de fer vicinaux. Ils ne comportent pas d'observations.

Au point de vue de la rémunération des administrateurs de la Société, dont la mission, d'après l'Exposé des motifs, doit être plutôt honorifique

que lucrative, la Section centrale estime qu'il ne faut pas éviter un excès pour tomber dans un autre.

Certes l'objectif de la Société est plutôt l'accomplissement d'un devoir d'ordre social, et tout esprit de mercantilisme doit en être exclu, mais son administration peut devenir très importante, elle peut comporter de lourdes charges, exiger des capacités spéciales et entraîner de très sérieuses responsabilités. Il conviendrait, dès lors, de tenir compte de ces éléments dans la fixation des émoluments des administrateurs et de prévoir, à cet égard, dans les statuts ce qui est juste et nécessaire.

Eu égard à l'intervention financière des provinces, il paraît logique que celles-ci soient représentées dans le Conseil d'administration ou dans le Comité de surveillance.

L'ARTICLE 11, qui accorde à la Société le droit d'expropriation, s'impose, eu égard au but d'utilité publique qu'elle poursuit.

Mais, conformément à l'article premier de la loi du 27 mai 1870, l'expropriation ne s'opérera qu'en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

Il appartiendra donc au Gouvernement d'examiner chaque cas et de décréter l'utilité publique.

L'ARTICLE 12 n'est que l'adaptation aux besoins de la Société nationale, des pouvoirs accordés au Gouvernement en matière téléphonique par la loi du 20 mai 1898.

Le but et l'économie de cet article sautent aux yeux. Les conflits possibles entre la Société et les administrations publiques au sujet de l'occupation éventuelle de la voirie sont ainsi prévenus ou écartés.

L'ARTICLE 13 ne comporte aucune observation.

Les ARTICLES 14, 15, 16 et 17 ne sont que la reproduction de certaines dispositions déjà admises par la Chambre dans les lois antérieures.

*
* *

Le présent rapport a été adopté par tous les membres présents, sauf une abstention.

Le Rapporteur,
J. VERACHTERT.

Le Président,
E. NERINCX.

(12)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.**Administration du Service de santé et de l'hygiène.***Circulaire aux Gouverneurs des provinces concernant la création d'une Société nationale des distributions d'eau.*

Bruxelles, le 3 juillet 1912.

L'échange de vues qui s'est produit au cours de la réunion des représentants des députations permanentes, tenue le 26 juin dernier sous ma présidence, m'a laissé l'impression nette que l'idée de créer une Société nationale des distributions d'eau ne se heurtait à aucune objection grave et était, au contraire, envisagée avec faveur par la plupart, sinon par l'unanimité des délégués.

J'ai, en conséquence, décidé de poursuivre plus avant l'étude de la question et de traduire en projet les dispositions légales et statutaires qui devraient constituer, en quelque sorte, la charte de l'institution nouvelle.

J'ai le ferme espoir de pouvoir soumettre à la Législature le résultat de ce travail, sous forme de proposition de loi, dès le début de la prochaine session ordinaire.

Si, comme j'en forme le vœu, le Parlement consent à examiner immédiatement cette proposition, la société en projet pourrait être constituée à brève échéance, et il n'est pas téméraire d'envisager l'hypothèse où elle se trouverait en état de fonctionnement dans les premiers mois de l'an prochain.

Il convient, en conséquence, de songer à lui donner les moyens de commencer ses travaux.

Vous n'ignorez point que ceux-ci débiteront par une vaste enquête intéressant l'entière du pays, et dont la raison d'être et le but se trouvent définis dans la note que je vous ai communiquée par ma dépêche du 5 mars dernier.

Il n'est pas possible de fixer à priori ce que coûtera cette enquête, dont on ne saurait préciser dès à présent tous les détails, mais on peut penser qu'une somme de 500,000 francs permettrait déjà d'obtenir de très sérieux résultats et de pousser fort loin les études.

C'est ce capital qu'il est nécessaire d'assurer, pour ses débuts, à la future Société nationale des distributions d'eau.

La note à laquelle je viens de faire allusion expose les motifs pour les-

quels cette première mise de fonds devrait être souscrite par l'État et les provinces.

Le Gouvernement est disposé à en prendre la moitié à sa charge; il resterait une somme globale de 250,000 francs, à répartir entre les neuf provinces.

Il semble équitable de demander à chaque province, pour cette première période de l'activité de la société, un effort financier proportionné à la partie de sa population qui ne jouit pas actuellement ou n'est pas sur le point de bénéficier des avantages d'un service d'eau alimentaire et qui se trouve ainsi appelée à tirer directement profit des résultats de l'enquête projetée.

D'après les éléments que possède mon département, cette fraction de la population provinciale peut être fixée approximativement comme suit ⁽¹⁾ :

Anvers	750,000	habitants.
Brabant	500,000	id.
Flandre occidentale	800,000	id.
Flandre orientale	1,000,000	id.
Hainaut	750,000	id.
Liège.	350,000	id.
Limbourg	230,000	id.
Luxembourg	70,000	id.
Namur	170,000	id.
Total	4,620,000	habitants.

Sur ces bases, la participation de chaque province dans la formation du capital du service d'études se trouverait arrêtée selon ce qui est renseigné au tableau ci-après :

Anvers.	40,500	francs.
Brabant	27,000	id.
Flandre occidentale	43,000	id.
Flandre orientale	54,000	id.
Hainaut	40,500	id.
Liège	19,000	id.
Limbourg.	12,500	id.
Luxembourg	4,000	id.
Namur.	9,500	id.
Total	250,000	francs.

Il est évident que l'organisme à créer n'aura pas l'utilisation immédiate du fonds de 500,000 francs : l'enquête et les travaux qu'elle comporte se

⁽¹⁾ Les villes et communes pourvues d'une distribution d'eau manifestement insuffisante figurent dans ces chiffres, à raison de la moitié de leur population.

répartiront sur plusieurs années; le capital devra donc être versé par parties. En assignant aux études une durée de cinq années, l'État et les provinces n'auraient donc à verser, en 1913, que le cinquième de leurs parts respectives.

Je n'ai point d'autre but, pour le moment, que de solliciter de votre province l'inscription, au budget que le Conseil va discuter, des disponibilités nécessaires pour permettre le paiement éventuel de sa quote-part dans les frais à faire par la Société nationale au cours de l'exercice prochain.

Vous voudrez bien remarquer, Monsieur le Gouverneur, que la décision sollicitée n'engage en rien l'avenir. Si la société se constitue, sur les bases à définir par la loi, le Conseil provincial sera appelé à décider, par une délibération nouvelle, si la province entre, ou non, dans l'association; cette question reste donc entière et ce n'est que si elle est résolue affirmativement par la suite que le crédit prévu sera effectivement dépensé. Ce qui est essentiel pour l'instant, c'est que l'adhésion que le Conseil donnerait, dans quelques mois, au projet du Gouvernement ne soit pas entravée, dans ses effets, par l'absence au budget provincial des ressources nécessaires au paiement de la part de la province. Il est donc indispensable de prévoir dès maintenant cette dépense au budget en discussion, soit qu'elle doive être couverte par les ressources ordinaires, soit que le Conseil provincial préfère, au contraire, recourir à un emprunt qui serait remboursé au moyen d'annuités.

En ce qui concerne plus particulièrement la province d'Anvers, qui a entrepris dans sa circonscription, avec le concours du Gouvernement, une étude analogue à celle que je propose de poursuivre pour l'ensemble du pays, elle pourrait se libérer de sa part sociale, à concurrence de ce que cette étude lui a coûté, par l'apport des résultats obtenus et des conclusions auxquelles ses recherches l'ont conduite.

Je me plais à penser, Monsieur le Gouverneur, que mon appel trouvera un écho bienveillant au sein de la députation permanente et du Conseil provincial de votre province, et que ces collègues se feront un devoir de prêter leur appui à la grande œuvre d'hygiène au succès de laquelle je les convie à concourir.

*
* *

Je saisis cette occasion pour vous donner quelques précisions sur deux questions qui ont été soulevées au cours de la réunion du 27 juin.

On s'est demandé s'il était bien nécessaire de prévoir que la Société nationale des distributions d'eau émettrait elle-même des obligations, comme le fait la Société nationale des chemins de fer vicinaux, et s'il ne vaudrait pas mieux lui laisser la latitude de se procurer les capitaux dont elle aura besoin en recourant à l'intervention d'organismes financiers existants, tels, par exemple, que la Société du crédit communal. Je suis tout disposé à

examiner cette solution, à l'appui de laquelle il y a assurément de sérieux arguments à invoquer. Mon intention est, en tous cas, de rédiger les statuts de la société future, de manière à lui laisser la plus grande liberté dans le choix des modalités à adopter par elle pour la réalisation de ses emprunts.

On a, en second lieu, demandé si la société devrait attendre l'achèvement complet du programme général dont elle poursuivra la rédaction avant de mettre pratiquement la main à l'œuvre et d'entreprendre l'établissement de services publics d'eau alimentaire. Dans ma pensée il n'en est rien : aussitôt que les études seront assez avancées pour dégager nettement la solution d'un cas particulier, rien n'empêchera la société de dresser un projet des travaux que cette solution comporte, de réunir les capitaux nécessaires à sa réalisation et de mettre l'affaire industriellement sur pied. Il est à prévoir que plusieurs des questions actuellement pendantes et qui mettent obstacle à la réalisation de services de distribution d'eau projetés depuis longtemps déjà pourront ainsi être résolues dans un délai relativement court.

Le Ministre,

PAUL BERRYER.

**Note d'un membre de la Section centrale qui s'est abstenu
au vote sur l'ensemble du projet.**

L'idée de l'institution d'une Société nationale des distributions d'eau méritait et a effectivement rencontré une approbation presque unanime. Elle répondait à un vœu général et à un besoin véritable, puisque l'application de la loi du 18 août 1907, pas plus que l'initiative privée, ne permettait d'espérer une solution satisfaisante de la question des eaux. Pour la partie basse du pays, il y avait urgence d'améliorer la situation actuelle. Une société d'intérêt général, constituée à l'instar de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, était absolument nécessaire pour réaliser l'ensemble de recherches et de travaux que comportent les distributions d'eau dans les régions de la Belgique qui ne sont pas encore desservies.

Le principe de la loi doit être admis sans contestation, et l'auteur de la présente note fait quelques observations sur son application, parce qu'il désire vivement que la Société nationale des distributions d'eau ait le même succès que la Société nationale des chemins de fer vicinaux. Il craint qu'il n'en soit pas ainsi si quelques articles du projet ne sont pas modifiés.

En se mettant à un point de vue pratique, on est obligé de reconnaître qu'une idée qui domine tout le projet de loi a un caractère trop exclusif et peu conforme à la réalité. Il est conçu comme si, en matière de distribution d'eau, une seule question avait de l'importance et pouvait justifier la sollicitude des pouvoirs publics, c'est-à-dire celle de l'hygiène qui réclame impérieusement pour toutes nos populations l'alimentation en eau potable parfaitement pure et saine. Sans aucun doute, c'est là un intérêt de premier ordre. On ne peut plus ignorer aujourd'hui que l'abondance et la bonne qualité des eaux alimentaires est un des facteurs les plus importants et les plus nécessaires de la santé publique. Une excellente distribution d'eau abaisse comme par enchantement le taux de la maladie et de la mortalité. Avant tout donc, il faut que ce besoin soit satisfait, mais il n'est pas le seul qui soit essentiel, et c'est ce qui paraît avoir été quelque peu perdu de vue dans le projet de loi. C'est sans doute parce que la grave question des eaux a été envisagée sous un aspect trop spécial et par là-même incomplet, que l'intérêt hygiénique a pour ainsi dire été pris seul en considération.

De là plusieurs dispositions qui ont un caractère humanitaire et généreux, très louable en lui-même, mais qui, méconnaissant sous quelques rapports la réalité des choses, peut devenir un obstacle et une entrave et nous éloigner du but à atteindre. En effet, si la loi a avant tout un objet bien-

veillant et social, il convient d'en accorder gratuitement le bienfait aux populations altérées de bonne eau.

L'État et les provinces qui auront à intervenir très largement pour constituer la Société nationale des eaux et les groupements particuliers, ne peuvent réclamer aucune rémunération des capitaux fournis.

Les souscriptions d'actions de l'État et des provinces seront purement et simplement des subsides. Les communes elles-mêmes et les établissements publics mis à contribution ne recevront qu'une rémunération strictement limitée, excluant toute idée de lucre.

Le principe admis entraîne encore d'autres conséquences. Aucune distribution d'eau créée par la Société nationale ne pourra avoir un but principalement industriel ou économique. Comme la Société nationale n'est pas une affaire, la mission des administrateurs doit être honorifique et non lucrative.

Cette manière de considérer le rôle et le caractère d'une Société nationale de distribution d'eau n'est pas juste et pratique, surtout en ce qui concerne les régions du pays qu'il s'agit principalement de desservir aujourd'hui.

A côté et en dehors de la question des eaux potables, il y en a une autre qui, au point de vue du bien-être des populations, a pris, dans les temps modernes, une importance capitale et presque prépondérante. Il suffit de considérer ce que sont devenues, en Belgique et ailleurs, les distributions d'eau dans toutes les grandes agglomérations, pour reconnaître qu'en cette matière les intérêts économiques ne peuvent pas être plus négligés que les intérêts hygiéniques. Partout, et de plus en plus les industries, les cultures, les chemins de fer, les services publics, les hôtelleries, les habitations privées réclament impérieusement des eaux de bonne qualité et abondantes et aussi des eaux sous pression, condition devenue essentielle. La quantité nécessaire aux usages industriels et économiques est si grande qu'en comparaison, la consommation d'eau potable est quasi négligeable. A tel point qu'on en arrivera probablement un jour à des systèmes de distribution séparée pour les eaux à toutes fins et les eaux alimentaires. Évidemment, il est indispensable de procurer aux populations des eaux potables de qualité irréprochable, mais il faut aussi leur donner tout ce qui peut améliorer et développer leurs moyens de travail et d'existence.

Il est à remarquer que toutes les grandes distributions d'eau établies actuellement dans notre pays et à l'étranger, par là-même qu'elles constituaient pour la plus grande partie de leur clientèle un service rendu et un profit réel, ont justement demandé et reçu les rémunérations qui leur permettaient d'être en même temps des œuvres très utiles et des affaires satisfaisantes au point de vue financier. Elles n'existeraient pas et ne se seraient pas multipliées, s'il en était autrement. Jusqu'à présent, on n'a pas contesté la légitimité des bénéfices modérés que les villes ont retirés de ce genre de régie.

Cependant l'article 7 du projet de loi limite rigoureusement les dividendes à allouer aux communes et aux établissements publics et n'en

accordé pas à l'État et aux provinces. Cette disposition aura des conséquences fatales. Puisque le Gouvernement, avec un désintéressement, excessif peut-être, renonce à toute rémunération, on peut espérer qu'il accordera néanmoins sa participation dans la mesure nécessaire. En sera-t-il de même des provinces, dont la contribution sera facultative et tout à fait libre ? Il y a lieu d'en douter. La création des systèmes de distribution d'eau destinés à desservir des régions étendues demandera des capitaux très considérables. Quand la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux aura ajouté les concessions d'Alost, de Gand, de Bruges, d'Ostende, etc., à son réseau actuel, son capital social dépassera probablement la somme de 40,000,000 de francs. Cela donne une idée de l'importance financière des entreprises à réaliser pour desservir toute la Basse-Belgique. C'est une participation de plusieurs millions de francs qu'il faudra proposer à chacune des provinces intéressées, si elle doit être égale à celle de l'État. La sympathie et la bonne volonté des Conseils provinciaux ne sont pas douteuses, mais leurs obligations sont lourdes, leurs ressources limitées. Il s'agit surtout des provinces flamandes, où on n'aime guère les aventures financières ni les budgets en déficit. Quand les Conseils provinciaux constateront que les distributions d'eau sont en grande partie destinées à donner à leur clientèle communale et privée des avantages et des profits réels, et qu'eux-mêmes doivent donner leurs capitaux à fonds perdus, ils n'accorderont pas facilement leur adhésion à des dépenses aussi considérables.

Peut-être même pour certaines provinces, il sera impossible de prendre de pareils engagements et de faire des emprunts sans aucune prévision de recettes pour couvrir les intérêts et l'amortissement des capitaux.

C'est une erreur aussi de limiter trop parcimonieusement la rémunération des sommes souscrites par les communes. Il y aura des risques à courir; les premières années d'exploitation, en général, seront peu productives. Aucune garantie n'est donnée d'un dividende quelconque et même des pertes sont possibles. Dans ces conditions, la participation des communes ne s'obtiendra pas facilement. Jusqu'à présent, les villes qui ont établi des distributions d'eau peuvent faire et ont fait des bénéfices. Pourquoi, dans le nouveau régime, les communes pourront-elles parfois subir un détriment et jamais faire un profit ?

Il y a une observation à faire sur certaines considérations de l'Exposé des motifs du projet de loi. La gratuité de l'intervention de l'État et des provinces serait imposée par ce fait que, jusqu'à présent, les communes et les groupements de communes qui établissaient des distributions d'eau ont obtenu de l'État et des provinces des subsides qui, depuis une dizaine d'années, ont été assez importants.

On conclut de ce fait qu'à l'avenir également, pour ne pas faire une situation désavantageuse aux communes qui établiront des distributions d'eau par l'intermédiaire de la Société nationale, il est juste que la participation de l'État et des provinces soit gratuite. Cependant, une distinction doit être faite. Principalement dans le Hainaut, dans le Luxembourg et dans

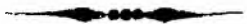
les provinces de Liège et de Namur, des subsides ont été accordés à des communes secondaires ou des groupements de communes, pour les aider à établir des distributions d'eau potable, d'un intérêt purement hygiénique, qui ne pouvaient donner lieu à aucun bénéfice; quand il s'est agi, au contraire, de distributions d'eau dans les villes principales, où la régie des eaux est presque toujours rémunératrice, l'État et les provinces ne sont nullement intervenus. Or, très souvent dans la Basse-Belgique, le régime à adopter sera plutôt celui des grandes agglomérations urbaines que celui des petites communes du Luxembourg et de la province de Namur. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer combien de villes et de communes importantes dans les deux Flandres et la province d'Anvers ont un besoin impérieux d'eau sous pression pour la consommation humaine et une foule d'autres usages. Ce grand service peut être payé dans une mesure raisonnable, et, probablement même, à vouloir le rendre quasi gratuit, on sera dans l'impossibilité de l'organiser. Rien n'empêcherait, du reste, dans les régions desservies par la Société nationale, d'accorder l'intervention gratuite de l'État et des provinces à des communes rurales dépourvues de ressources, qui ne demandent que de l'eau potable, à distribuer à prix réduit.

Les conditions de la participation des pouvoirs publics peuvent être facultatives, selon les cas, et la loi peut donner à cet égard la latitude nécessaire.

L'article 7 du projet qui enlève aux communes et aux établissements publics toute perspective de bénéfice et prive l'État et les provinces de tout dividende devrait être modifié, sinon supprimé. Ce sont des dispositions trop restrictives dont l'effet sera funeste.

Ce n'est pas le texte du projet de loi, mais l'Exposé des motifs qui indique que les émoluments des administrateurs de la Société nationale seront modiques et auront plutôt un caractère honorifique. Cette idée n'est pas très heureuse. Il semble évident que la Société nationale aura besoin d'être administrée par des hommes de grande capacité, qui devront consacrer à cette mission beaucoup de temps et d'activité. La bonne gestion importe plus que l'administration au rabais.

Les observations qui précèdent sont inspirées uniquement par le désir d'amender la loi de manière à la faire accepter par les communes et les provinces avec la confiance et la bonne volonté, sans lesquelles le succès de cette belle et grande entreprise serait compromis.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MEI 1913.

Wetsontwerp tot oprichting van eene Nationale Maatschappij
voor waterleidingen (¹).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (²) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VERACHTERT.

MIJNE HEEREN,

De opvatting van eene uitgebreide centrale inrichting bestemd tot het aanleggen van waterleidingen, voldoende aan al de vereischten van hygiëne en openbare gezondheid werd vooral ingegeven door de heilzame uitslagen welke de Nationale Maatschappij voor buurtspoorwegen binnen haren werkkring bekwam.

Die Maatschappij, waarvan de spoedige vooruitgang oprecht bijval genoot, heeft na vijf en twintig jaar bestaan, meer dan 4,000 kilometer buurtspoorlijnen aangelegd. Men mag zeggen dat de buurtspoorwegen nagenoeg een hoofdbestanddeel van 's lands handel en nijverheid zijn geworden.

Waar aan is die onverhoopte uitslag te danken? Onbetwistbaar aan de vereeniging, in een enkele leiding en eenzelfde beheer, van de gelijklopende werking van Staat, provinciën en gemeenten.

Men mag voorspellen dat de Maatschappij, waarvan de Regeering de inrichting voorstelt, *dezelfde heilzame uitwerkselen zal hebben voor 's volks gezondheid.*

Tijdens het onderzoek van het wetsontwerp betreffende de vereenigingen

(¹) Wetsontwerp nr 15.

(²) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, bestond uit de heeren VERACHTERT, GOBLET, BERTRAND, VISART DE BOCARNÉ, POLET en BRAUN.

van gemeenten en particulieren voor het tot stand brengen van diensten voor waterleiding, in 1907, had de Bijzondere Commissie zich reeds afgevraagd of het niet goed ware al de soortgelijke verenigingen te versmelten in eene centrale maatschappij in den aard van de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen.

Zij besloot er niet toe, omdat zij achtte dat de gemeenten in het recht van vereeniging het practisch en rechtstreeksch middel vinden om haar doel te bereiken en dat zij zich desnoods kunnen doen inlichten en bijstaan, hetzij door de provinciale technische diensten, hetzij door den gezondheidsdienst, op dat oogenblik aan het Ministerie van Landbouw gehecht.

Die beschouwing is tamelijk gegrond, doch niettemin is het waar, dat de afzonderlijke werking der gemeenten, het gebrek aan samenhang van hare werken, de ongelijke indeeling van hare waterleidingen, die talrijk zijn in de hooge streken van België, zeldzaam in Lager-België, het groot getal volkrijke centrum, die geen wezenlijk zuiver drinkwater hebben, met aandrang vergen, zooals de Toelichting het zegt, dat men een beredeneerd en volledig programma volge, van toepassing op al de gedeelten des lands.

Er zijn, in België, 2,629 gemeenten die, volgens de officieele statistieken van 31 December 1907, 7,489,000 inwoners hebben.

Daaronder zijn er maar 575 gemeenten met waterbedeeling, voor eene bevolking van nagenoeg 3,200,000 zielen. Daarenboven dienen er voorbehoudingen gemaakt met het oog op de hoedanigheid van het water voor verscheidene dier gemeenten.

Het gebeurt zelfs dikwijls dat, in eene gemeente, slechts eenige wijken voorzien zijn van eene waterbedeeling; anderdeels zijn er soms, in eene zelfde gemeente, twee of meer onderscheidene waterleidingen.

Alhoewel de wet van 18 Augustus 1907 op de vereenigingen tusschen gemeenten veel vooruitgang verwezenlijkte in de zaak om drinkbaar water te bezorgen aan het land, heeft zij bedoelde leemten laten bestaan en de uitslagen niet opgeleverd welke men het recht had er van te verwachten.

Weinige gemeenten, immers, hebben het gemak, welk de wet haar aanbiedt, te baat genomen. 't Is dat de ondernemingsgeest, die overigens maar eene zeldzame gave is, dikwijls verlamd wordt in beraadslagende lichamen zooals de gemeenteraden, en zulks door omstandigheden die het algemeen nut niet aanbelangen en dat, laat het ons bekennen, die ondernemingsgeest meer en meer teleur gaat in eene samenleving waar men hoe langs zoo meer op Staats voorzorg schijnt te rekenen.

Er is dus een spoorslag noodig om de bedoesden aan te moedigen, een prikkel om de ingesluimerden op te wakkeren : dat zal de nieuwe wet doen.

Het doel en de inrichting van dat stelsel, verre van de vrijheid der gemeenten aan banden te leggen, of haar voor het inrichten van eene waterleiding eene tusschenkomst op te leggen waarvan zij mogelijk niet graag willen weten, zal dus veeleer hierin bestaan kosteloos te harer beschikking te stellen, eene ondersteuning waartoe zij enkel naar belieste hare toevlucht zullen nemen.

Maar haar goed begrepen belang, de bekommering om een gezamenlijk werk te verrichten dat voordeel aan eene gansche streek verschaft, om de kosten van aanleggen, onderhoud en beheer zooveel als mogelijk te beperken, om den voorraad beschikbaar water redematig en zuinig te bedeele, alsmede de voordeelen van gezamenlijke financieele oplossingen, zullen de gemeenten ertoe aanzetten zich tot de nieuwe inrichting te wenden die haar alle waarborgen en alle gemak zal verschaffen om haar doel te bereiken.

Men mag dus zeggen dat het ontwerp een nieuwe en stoute stap vooruit is op 't gebied der volksgezondheid en aan eene wezenlijke noodwendigheid beantwoordt.

Onlangs deden onze Noorderburen insgelijks een stap in die richting, doch op een minder uitgestrekt gebied.

De eilanden van Nederlandsch Zeeland zijn nagenoeg volstrekt zonder drinkwater. Men heeft er het inrichten van gewestelijke waterleidingen ter studie gelegd en die studiën liepen uit op het stichten van een onderlingen gemeentendienst die voorziet in het bevoorraden van gansch Zuid-Beveland, dat acht en twintig gemeenten begrijpt.

Het water wordt opgevangen langs vijf met buizen bekleede putten van 20 centimeter doorsnede. Het water wordt opgepompt naar een watertoren nagenoeg te midden het eiland Zuid-Beveland gebouwd; de waterleidingen hebben eene gezamenlijke lengte van 194 kilometer.

Al dat werk werd op touw gezet door eene vereeniging onder de gemeenten van het eiland. Het kapitaal der Maatschappij bedraagt 1,500,000 gulden; het is verdeeld in aandeelen van 1,000 gulden ieder; die aandeelen zijn op naam, mogen enkel toebehooren aan de belanghebbende gemeenten en worden onder haar verdeeld naar gelang van hare bevolking. Het kapitaal werd voorgeschooten door de *Rijkspostspaarbank* tegen 3 $\frac{3}{4}$ t. h.; de delging geschiedt gedurende den tijd der vergunning, die tachtig jaar bedraagt, maar vangt slechts aan met het achtste jaar; de zeven eerste jaren zullen de inkomsten dienen om de studie- en inrichtingskosten der Maatschappij te delgen.

De winsten worden verdeeld als volgt: na voorafbetaling van de delgingen, door de statuten voorzien, en aanvulling van de mogelijke vroegere verliezen, zal men aan de gemeenten-vennooten een interest van 4.05 t. h. betalen de eerste tien jaar en van 4.385 t. h. de volgende jaren. Van het overschot geeft men 85 t. h. aan de reserve, 6 t. h. aan den bestuurder, 6 t. h. aan het personeel, 3 t. h. aan den Beheerraad. Het storten voor het reservefonds eindigt wanneer dit fonds 15 t. h. van het kapitaal zal bedragen en de gelden, die aldus beschikbaar worden, dienen voor het betalen van een tweede winstaandeel aan de vennooten.

Wijselijk heeft men geoordeeld, dat de inkomsten van de onderneming, gedurende de eerste jaren, niet zouden toelaten aan de gemeenten de door de statuten vereischte interesten te betalen, noodig om aan den geldschietster de verschuldigde rente uit te keeren; ook om dat te verhelpen, heeft men een aanvangs-reservefonds tot stand gebracht door van iedere gemeente de stor-

ting van 8 t. h. boven hare inschrijving te eischen. Die vereeniging is geen openbare inrichting; zij bezit geen andere rechten dan die eener private vennootschap en om eene gemeente water te leveren en er eene leiding te leggen, moet zij vooraf eene vergunning van de plaatselijke overheid bekomen ⁽¹⁾.

De Vereeniging van Zuid-Beveland bestaat nog niet lang genoeg om ons toe te laten reeds nu een practisch oordeel te vellen over hare werking en samenstel. Er wordt hier enkel op gewezen als op eene belangwekkende oplossing van de quaestie der inrichting van gewestelijke waterleidingen en ter oorzake van hare gelijkenis met de vereenigingen van gemeenten of met de onderscheidene bedeelingsdiensten, waarvan het Belgisch wetsontwerp, in zijne ontworpen samenstelling, de redematige en voor het gansche land gelijke inrichting betracht.

Het stelsel van ons wetsontwerp heeft op dit van Zuid-Beveland nog dit ander zeer merkkelijk voordeel voor de gemeenten en voor de bevolking, dat de Staat en de provinciën het aanvangskapitaal der Maatschappij inschrijven bestemd voor de studie en de kosten verwekt door al de diensten te zamen en met afgestane kapitalen bijdragen tot het maatschappelijk kapitaal, voor de uitvoering bestemd. Dat voordeel springt in het oog wanneer men weet dat in bedoeld Zuid-Beveland het water geleverd wordt tegen 30 centiemen of bijna 65 centiemen den kubieken meter. In België zou die prijs wraakroepend schijnen.

Onderzoek van het ontwerp in de afdeelingen.

Het ontwerp werd door de afdeeling zeer goed onthaald.

De 1^e, de 3^e en de 5^e afdeelingen hebben het zonder wijziging aangenomen.

In de 2^e afdeeling heeft een lid voorbehoudingen gemaakt betreffende het bijdragen van de provinciën met afgestaan kapitaal.

Een ander heeft aangedrongen op de noodzakelijke herziening van sommige artikelen der wet op de samenwerkende maatschappijen, waaronder de maatschappij zal begrepen zijn.

In de 4^e afdeeling heeft een lid gevraagd dat noch de leden der Kamer noch die van den Senaat zouden kunnen benoemd worden tot beheerder of commissaris van de in te richten maatschappij.

Verscheidene leden achten dat er eene degelijke bezoldiging moet toegekend worden aan de bestuurders der maatschappij.

Sommigen achten dat de wet eene ruime vergelding moet toelaten aan de fondsen door de provinciën en gemeenten gestort, in stede van de provinciën

(1) *Annales des travaux publics*, 2^e reeks, deel XVIII, 1^e vel., 1913.

zonder vergelding te doen bijdragen en aan de gemeenten maar schaarsche winstaandeelen toe te kennen. De openbare besturen zullen aarzelen tegenover de belangrijkheid der te loopen risico's zonder eenige kans van ernstige winsten; ze zullen zich liever wenden tot de vroegere inrichtingen van welke zij het water zullen afkopen om het in 't klein voort te verkoopen.

In de 6^e afdeeling drukt een lid den wensch uit, dat de nieuwe maatschappij zich er zou op toeleggen zooveel mogelijk de bestaande diensten in handen te krijgen, tevens pogende nieuwe waterleidingen tot stand te brengen.

Een ander brengt hulde aan de gedachte, die het ontwerp ingaf: aan winstbejag evenals aan private belangen, moet de maatschappij vreemd blijven. Hij vraagt van welken aard de bemoeiing zal zijn van den aardkundigen dienst, en wenscht dat al ondernomen werken, die de aardkunde en de waterkunde aangaan, zouden worden in druk gegeven.

Een lid is van gevoelen dat de nieuwe maatschappij moet werken als staatsbedrijf, tegen kostenden prijs. Hij vreest dat nog te lang zou kunnen gestudeerd worden, en wenscht dat zonder verwijl van de uitslagen der reeds gedane studie worde gebruik gemaakt.

Hij verlangt dat de Regeering beter gewapend zou zijn om aan de gemeenten die waterleidingen op te leggen.

De Afdeeling drukt den wensch uit, dat de Regeering, door ruime toelagen, de gezondheidswerken in kleine gemeenten zou begunstigen.

Ook wordt gevraagd dat de Regeering de huidige toelagen handhave voor de gemeenten die artesische putten boren.

Ten slotte stelt een lid vast, dat de maatschappij geen monopolie zal genieten, en een ander doet aanmerken dat de diensten, die zullen worden ingericht, niet zullen kunnen vergund worden aan handelsmaatschappijen noch aan particulieren, doch de maatschappij zal bestaande diensten mogen overnemen.

In al de afdeelingen werd het ontwerp eenparig door de aanwezige leden aangenomen.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De Middenafdeeling vergaderde op 17 Januari, 31 Januari, 21 Februari en 9 Mei. Het onderzoek van het ontwerp gaf aanleiding tot de volgende opmerkingen. Over 't algemeen beaamt de Middenafdeeling eenparig de inrichting zooals deze in het ontwerp wordt uiteengezet; zij vindt de opvatting uitstekend, en is van meening dat de op te richten maatschappij onschatbare diensten zal kunnen bewijzen.

HET EERSTE ARTIKEL bepaalt het grondbeginsel en het doel van de wet, Het stemt schier overeen met het eerste artikel van de wet van 24 Mei 1884,

waarbij de Nationale Maatschappij voor buurtspoorwegen wordt ingesteld. Het eenige, doch hoofdzakelijk verschil is, dat de standregelen van de nieuwe maatschappij niet met de wet één geheel uitmaken, zooals dit het geval is met de wet van 24 Mei 1884.

Het groote voordeel van dit opstel is dat de wetgevende macht zich niet meer heeft te bemoeien met eene wijziging in de standregelen. Men begrijpt licht dat bij eene zoo nieuwe inrichting, die versch tot stand komt, zulke mogelijkheid te voorzien is. Zooals altijd, zal de ervaring een uitmuntende leidster zijn.

Wat betreft het doel van de maatschappij, zal men bemerken dat elk woord in den tekst zijn nut heeft; de werkring van de maatschappij wordt duidelijk en bepaaldelijk omschreven : *bestudeeren, oprichten, uitbaten* van *openbare* waterleidingsdiensten.

Men dient zich af te vragen, of met het oog op de exploitatie, het niet noodig is, de vergunning aan andere personen dan de openbare machten volstrekt te verbieden.

De Memorie van toelichting neemt in grondbeginsel, alhoewel bij uitzondering, eene middellijke exploitatie bij verpachting aan.

Uw verslaggever ziet daarin een gevaar. De verpachting heeft voor onmiddellijk gevolg eene verplaatsing van verantwoordelijkheid; zij zet de deur open voor speculatie, en maakt een « zaakje » van wat zou moeten bijdragen tot de verbetering der volksgezondheid. Anderdeels vindt men al te gemakkelijk redenen of voorwendselen om uitzonderingen te dulden, en de belangen van de volksgezondheid zijn al te gewichtig om ze over te laten aan de baatzucht van personen, die ze enkel bij winstbejag zouden dienen. Rechtstreeksche exploitatie door de maatschappij of door de gemeenten blijkt dus wel de strenge regel te moeten zijn.

ART. 2, 3 en 4. — De Memorie van toelichting zegt duidelijk waarom de samenwerkende vorm dient verkozen, doch het spreekt vanzelf dat, ondanks den vorm der handelsvennootschap, eene maatschappij, die opgericht werd met het oog op een openbaar belang en waarvan de deelhebbers in de eerste plaats openbare besturen zijn, van burgerlijken aard moet blijven en door de burgerlijke rechtbanken worden berecht.

In hetzelfde geval verkeerden overigens de maatschappijen tot ontginning van mijnen en groeven, die, zonder haar burgerlijken aard te verliezen, den vorm aannemen van handelsvennootschappen.

Men weet dat, in de samenwerkende vennootschappen, de vennoten zich hoofdelijk en onbepaald kunnen verbinden.

Het bleek een wijze maatregel, in het wetsontwerp te bepalen dat de vennoten zich enkel afzonderlijk kunnen verbinden en ten beloope van een bepaald bedrag.

Deze afwijking dringt zich inderdaad op in het belang zelf van de stabiliteit van de financiën van de deelhebbende openbare besturen, die al te groot gevaar zouden loopen, mocht hunne aansprakelijkheid niet met zekerheid en juistheid worden bepaald.

ART. 5. — De Middenafdeeling wenschte nader te worden ingelicht over de bedoeling der Regeering betreffende de tusschenkomst van de provinciën.

De Memorie van toelichting zegt op bladzijde 13 : « De Regeering is zinnens de kosten (van het ingangstellen) bij de helft te verdeelen tusschen de Openbare Schatkist en de provinciën, het aandeel van elk dezer laatsten berekend zijnde in verhouding met het gedeelte harer bevolking, enz. »

Doch de tekst van het ontwerp vertolkt dit inzicht niet. Men zou dus dienen te weten onder welken vorm de Regeering van plan is, haar inzicht te verwezenlijken.

Anderdeels geldt het hier enkel de eerste uitgaven. Noch de Memorie van toelichting, noch de tekst schijnt de verplichte tusschenkomst van de provinciën te hebben bedoeld voor de tweede reeks uitgaven, namelijk die voor de uitvoering.

Uit de inlichtingen, door den Minister van Binnenlandsche Zaken gegeven, blijkt, dat bedoelde wijze van verdeeling de instemming van de provinciën verwerft. Een omzendbrief, op 3 Juli 1912 tot de heeren Gouverneurs gericht, duidt aan welke bijdrage van elke provinciale kas zou worden vereischt, in de onderstelling dat bewuste uitgaven 500,000 frank zouden bedragen, en vraagt de inschrijving, op de begrooting van de provincie, van de gelden die noodig zijn tot bestrijding van de behoeften der maatschappij gedurende het eerste jaar van haar bestaan.

De provincieraden sloten zich aan bij de voorstellen die haar door het Departement van Binnenlandsche Zaken werden onderworpen en stemden de haar gevraagde middelen. Alleen de provincieraad van Oost-Vlaanderen liet zijne beslissing door eenige voorbehoudingen vergezeld gaan; doch deze hebben enkel betrekking tot een punt van ondergeschikt belang en zijn niet van aard aan de toestemming van deze vergadering te doen twifelen.

Het lag niet in de bedoeling van de Regeering, de provinciën te verplichten, bij te dragen tot de vorming der kapitalen bestemd tot de verwezenlijking van de ontwerpen die de Nationale Maatschappij der waterleidingen zal bestudeeren.

De provinciebesturen zullen dus, naar liefste, het bedrag bepalen van hunne tusschenkomst in de ondernemingen die de Maatschappij tot stand zal brengen; nu reeds handelen zij aldus, wanneer zij toelagen schenken aan gemeenten voor het aanleggen van waterleidingen.

Men zal overigens opmerken dat de organieke wet van de Nationale Maatschappij voor buurtspoorwegen, die op meer dan een punt overeenstemt met het bij de Kamer aanhangig ontwerp, evenmin als dit wetsontwerp eenige verplichting van financieelen aard aan de provinciën oplegt. Dit stelsel van vrijheid was geen hinderpaal voor de uitbreiding van de Maatschappij.

Volgens de memorie van toelichting is het niet mogelijk, tot de openbare instellingen (godshuizen en bureelen van weldadigheid) de voordeelen uit

te breiden van de betaling der geldelijke tusschenkomst met jaarlijksche annuïteiten waar zulks wordt gewenscht, wegens de bezwaren die de inning van achterstallige annuïteiten zou opleveren.

In de Middenafdeeling zijn zekere leden van gevoelen dat deze instellingen, wanneer zij verplicht zijn haar aandeel in het kapitaal te storten, er moeilijk zullen toe overkomen in de Maatschappij te treden. Zij meenen dat er geen bezwaar tegen is haar hoogergemelde voordeelen toe te staan, op voorwaarde dat hare verbintenissen door het gemeentebestuur worden gewaarborgd.

Dit is inderdaad zeer billijk en redelijk. Doch men kan erop antwoorden, dat wanneer de gemeente dezen waarborg gelieft te geven, het niet noodig is den tekst van het ontwerp te wijzigen en de wet meer ingewikkeld te maken om aan de godshuizen en bureelen van weldadigheid de voordeelen te bezorgen die gehecht zijn aan de jaarlijksche aflossingen van de inschrijving : daartoe volstaat dat de gemeente *op eigen naam* de aandeelen van de openbare instelling onderschrijve, mits deze er vooraf in toestemt. Dit geschiedt vaak wanneer, bij voorbeeld, kerkfabrieken eene leening aangaan bij het Gemeentekrediet : de gemeente, die hare wettelijke voogdes is, dient haar tot tusschenpersoon en bezorgt haar aldus het voordeel van deze wijze van leenen.

De slotbepaling van artikel 5 machtigt de openbare machten en instellingen tot overgaaf van hare aandeelen.

Zij bedoelt hoofdzakelijk den afstand van aandeelen tusschen Staat, provinciën en gemeenten.

Wat gezegd van den afstand aan particulieren?

De tekst sluit dezen niet uit; in grondbeginsel is hij dus geoorloofd. Doch waarschijnlijk zal dit geval zich niet voordoen, dan zeer bij uitzondering, en wellicht nooit; voorzichtig is het echter het te voorzien, ten einde de toekomst ten volle te vrijwaren.

Dergelijke afstand wordt onderworpen aan 's Konings goedkeuring. Deze goedkeuring zal gepaard gaan met al de noodige voorwaarden tot vrijwaring van de toekomst der maatschappij. Onder deze voorwaarden moet dus noodzakelijk voorkomen, de verplichting de afgestane maatschappelijke aandeelen af te lossen naarmate aanbetalings wordt voorgeschreven door den Beheerraad; het wetsontwerp duldt inderdaad niet, dat particulieren hunne inschrijvingen met annuïteiten aanbetalen.

Bij dit artikel rijst de vraag, wat moet worden verstaan door afzonderlijke dienst.

Het schijnt zeer moeilijk juist en nauwkeurig te bepalen wat een afzonderlijke dienst van waterbedeeling zal zijn in de gezamenlijke onderneming, aan de Nationale Maatschappij toevertrouwd. Dat is eene zaak van feiten; de diensten zullen worden tot stand gebracht en vermeerderd naar gelang de gemeenten tot de Maatschappij zullen toetreden.

Practischerwijs hoeft men geen bezwaar van dit gemis van juiste bepaling te duchten : op zeker oogenblik zal de Maatschappij een eersten dienst van

waterleiding voor enkele gemeenten inrichten; dat zal eene vastbepaalde entiteit wezen, aangaande welke twijfel noch aarzeling zou kunnen ontstaan. Is eenmaal deze eerste dienst ingericht, zullen andere gemeenten de hulp der Maatschappij inroepen om eene leiding van drinkwater aan te leggen : ofwel zullen zij toetreden tot de eerste reeks, op deze aandeelen inschrijven en aldus deel uitmaken van de reeds gevormde groep; ofwel beslissen zij, in overleg met den Staat en de provincie, in den schoot der Maatschappij eene van de eerste afgezonderde groepeerings tot stand te brengen met eene afzonderlijke reeks aandeelen, welke bestemd is om eene waterleiding aan te leggen, die op zichzelf, onafhankelijk van den reeds bestaanden dienst, zal werken. In het eerste geval zal de eerst bestaande groep eenvoudig worden uitgebreid; in het tweede geval wordt een *nieuwe afzonderlijke dienst* ingericht.

Aldus zal men van een tweeden dienst tot een derden en verder tot een vierden overgaan, zonder dat er eenige twijfel mogelijk zij over het onderscheid onder deze diensten te maken.

Het is klaar dat deze groepeerings van gemeenten niet aan het toeval zullen worden overgelaten en dat de Nationale Maatschappij, voorgelicht door een voorafgaand en grondig onderzoek, dat zij zal hebben gedaan, zal trachten logisch en redematig werk te verrichten in het samenstellen van deze vereenigingen van gemeenten.

Eerst en vooral zal zij moeten zorgen dat de diensten, welke onder hare voogdij tot stand komen, beantwoorden aan een algemeen programma en elk op zich eene wel geordende inrichting vormen, in volkomen overeenstemming met de reeds bestaande diensten.

Men heeft doen opmerken dat het niet volstaat de bevolking van drinkwater te voorzien, doch dat het ingelijks noodig is de economische en nijverheidsbedeeling te verzekeren. Talrijke gemeenten hebben vooral water voor de nijverheid noodig, en voor 1 liter drinkwater gebruiken zij er 100 voor de nijverheid.

Het wetsontwerp verzet zich er geenszins tegen, dat de Nationale Maatschappij te gelijker tijd in de bevoorrading der particulieren en in die der nijverheden voorzie; de uitleggingen, over artikel 5 gegeven; bedoelen zelfs uitdrukkelijk het geval van het leveren van water aan de fabrieken. Het kan gebeuren dat de Maatschappij er toe gebracht wordt om, voor sommige agglomeratie's, het stelsel der dubbele leiding te bestudeeren en tot stand te brengen : drinkwater, eenerzijds, water voor de nijverheid, anderzijds; deze wet verzet er zich geenszins tegen. Het ontwerp werd echter opgevat om eerst en vooral te voorzien in noodwendigheden van zuiver hygiënischen aard.

ART. 7. — Naar aanleiding van dit artikel, hebben leden van de Middenafdeeling zich afgevraagd, waarom het kapitaal van de provinciën geen rente zou opbrengen.

Tot staving van deze vraag, doet men opmerken dat deze vergelding

voorzien is in de statuten van de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, welke veel gelijkenis en overeenkomst heeft met de in te richten maatschappij.

Men zegt nog dat de provinciën, wanneer zij een dood kapitaal inbrengen, er zullen aan blootgesteld worden, nieuwe belastingen te heffen en dat zij dit bezwaarlijk doen; dat deze belastingen hoofdzakelijk zullen treffen de inwoners der groote steden, die reeds waterleidingen hebben en geen enkel voordeel uit de nieuwe inrichting zullen trekken.

Anderdeels schijnt het denkbeeld, om alle beperking van de vergelding der door de gemeenten ingeschreven kapitalen weg te laten, eenigszins te zijn gesteund.

Om deze meening te staven, doet men dit gelden, dat de onbeperkte vergelding, 't is te zeggen de hoop op winsten, juist voor de gemeenten een prikkel zal zijn, terwijl, volgens het stelsel van het wetsontwerp, de gemeenten, geene winsten kunnende verwezenlijken doch wel de verliezen moettende dragen, niet zeer genegen zullen zijn hare kapitalen te plaatsen in eene onderneming welke in geldelijk opzicht trouwens zeer wisselvallig is.

Deze denkbelden, ingegeven door de zeer billijke bekommering om de financiën van de provinciën en van de gemeenten te vrijwaren, schijnen op het eerste zicht zeer ernstig; een grondig onderzoek doet echter inzien dat men zich vergist.

Zij druischen aan niet enkel tegen de geheele inrichting van het wetsontwerp, maar ook tegen al wat totnogtoe in België werd gedaan op het gebied van waterbedeeling. Nooit hebben de provinciën den interest der toelagen gevraagd, welke zij aan de gemeenten tot het inrichten van waterdiensten verleenden; nooit heeft de Staat de exploitatie van de door hem geldelijk gesteunde diensten willen beschouwen als kunnende worden eene bron van voordeelen voor de gemeentekassen. Breekt men met deze beginselen af, dan brengt men voor de Nationale Maatschappij een stelsel tot stand, dat een merkelijke achteruitgang op het thans bestaande wezen zou.

Wat betreft de gebeurlijke heffing van belastingen, deze beschouwing heeft de provinciën niet tegengehouden om in het verleden en nog dagelijks aan de gemeenten haren geldelijken steun tot het inrichten van de waterdiensten kosteloos te verleenen; millioenen hebben zij met dit doel opgeofferd. Dat was inzonderheid het geval voor de provinciën Brabant, Henegouw, Luik, Namen, Luxemburg. In Laag-België, waar de waterleidingsdiensten minder talrijk zijn, hebben de provinciën nooit geaarzeld hare geldelijke tussenkomst te verleenen aan de gemeenten welke deze aanvroegen. Sedert twee jaren getroost de provincie Antwerpen zich aanzienlijke opofferingen en wendt eene krachtdadige poging aan om het belangrijke vraagstuk van het drinkwater op te lossen. Zullen de andere provinciën weigeren evenzooveel goeden wil aan den dag te leggen, op het oogenblik dat de Staat ze verzoekt een vraagstuk te bestudeeren en op te lossen, dat van levensbelang is voor hare inwoners? (Zie bijlage.)

In dit opzicht is geen enkele vergelijking mogelijk met hetgeen gebeurt in de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen : deze is eene wezenlijke nijverheidsonderneming, welke als zoodanig wordt geëxploiteerd, winsten oplevert en bijgevolg kapitalen kan vergelden. De bedeeeling van drinkwater aan de bevolking moet integendeel worden beschouwd als eene niets opbrengende verplichting vanwege de overheden, evenals het aanleggen en het onderhouden van de wegen, de politie, de verlichting der straten, enz.

Sommigen zijn van oordeel dat, gezien den toestand van de geldmarkt, 4 t. h. dividend onvoldoende is voor de godshuizen, de weldadigheidsbureelen en de particulieren.

Men mag niet uit het oog verliezen dat er geen sprake van is, eene winstgevende plaatsing voor private kapitalen te verzekeren ; de hulp van deze kapitalen wordt slechts ingeroepen om hen, die geld bezitten, toe te laten mede te werken — zoo het hun goeddunkt — aan het tot stand brengen van een werk van openbaar nut. Daar 4 t. h. interest een rentevoet is die hooger staat dan die van de Belgische rente heden ten dage, en gelijkstaat met dien van de obligatiën door den Staat gewaarborgd, schijnt dit eene voldoende vergelding te wezen.

Alles wel ingezien, schijnt dus het ontwerp in deze verschillende punten niet gewijzigd te moeten worden.

De ARTIKELN 8, 9 en 10 vermelden gedeeltelijk sommige bepalingen betreffende de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen. Zij geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Betreffende de vergoeding toe te kennen aan de beheerders der Maatschappij, wier zending, volgens de Toelichting, veeleer een eeretitel dan een winstgevend ambt uitmaakt, is de Middenafdeeling van oordeel dat men niet van de eene overdrijving in de andere moet vallen.

Gewis vergt de Maatschappij veeleer de vervulling van een maatschappelijke plicht waar alle geest van winstbejag moet buiten blijven ; doch haar beheer kan zeer veeleischend worden ; het kan zware lasten meebrengen, bijzondere bevoegdheid eischen en aanleiding geven tot ernstige verantwoordelijkheid. Bijgevolg zou het passen, in het vaststellen van de bezoldiging der beheerders, daarmede rekening te houden en dienaangaande in de statuten te voorzien wat rechtvaardig en noodzakelijk is.

Ten aanzien van de geldelijke tusschenkomst der provinciën, schijnt het redelijk dat deze in den Beheerraad of in den Toezichtsraad worden vertegenwoordigd.

Gezien het doel van algemeen nut dat de Maatschappij nastreeft, is ARTIKEL 11, waarbij haar het recht tot onteigening wordt toegekend, onvermijdelijk.

Doch, naar luid van het eerste artikel der wet van 27 Mei 1870, zal de onteigening slechts geschieden krachtens eene wet of krachtens een konink-

lijk besluit, waarbij toelating wordt verleend tot de werken die de onteigening noodzakelijk maken.

Aan de Regeering zal het dus behooren elk geval te onderzoeken en uitspraak te doen over het openbaar nut.

ARTIKEL 12 is slechts de aanpassing aan de noodwendigheden der Nationale Maatschappij van de macht, krachtens de wet van 20 Mei 1898 aan de Regeering op telephonisch gebied toegekend.

Het doel evenals de inrichting van dit artikel springen in 't oog. De geschillen, welke betreffende de inbezitneming van de wegenis bij voorkomend geval kunnen oprijzen tusschen de Maatschappij en de openbare besturen, worden aldus voorkomen of geweerd.

ARTIKEL 13 geeft tot geene enkele opmerking aanleiding.

De ARTIKELN 14, 15, 16 en 17 nemen slechts sommige bepalingen over welke reeds door de Kamer in de vorige wetten werden goedgekeurd.

*
* *

Dit verslag werd door al de aanwezige leden, behoudens een onthouding, goedgekeurd.

De Verslaggever,
J. VERACHTERT.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

Bestuur van den geneeskundigen en gezondheidsdienst.

*Omzendbrief aan de Gouverneurs der provinciën
betreffende de stichting van eene Nationale Maatschappij der Waterleidingen.*

Brussel, 3 Juli 1913.

Uit de gedachtenwisseling die ontstond op de vergadering van de afgevaardigden der Bestendige Deputatiën op 26 Juni jongstleden onder mijn voorzitterschap gehouden, is mij de indruk bijgebleven dat tegen het denkbeeld, eene Nationale Maatschappij van Waterleidingen te stichten, geen enkel ernstig bezwaar werd ingebracht en dat, integendeel, dit denkbeeld gunstig, zooniet door alle, toch door de meeste afgevaardigden werd tegemoetgezien.

Dientengevolge heb ik beslist de zaak grondiger te onderzoeken en in een ontwerp de wetsbepalingen en standregelen samen te vatten die in zekeren zin de keure van de nieuwe instelling zouden uitmaken.

Ik koester de vaste hoop bij de Wetgeving, den uitslag van dit werk, onder vorm van wetsontwerp, bij den aanvang reeds van den eerstvolgenden zitting te kunnen indienen.

Stemt, wat mijn wensch is, het Parlement er in toe, dit voorstel ommedellijk te onderzoeken, dan kan de ontworpen maatschappij eerlang worden opgericht, en dan is het niet gewaagd te onderstellen dat de maatschappij in de eerste maanden van het volgende jaar in werking zal zijn.

Men dient er dus aan te denken haar de middelen te verschaffen om hare werkzaamheden te beginnen.

Het is u niet onbekend dat vooreerst over het geheele land een groot onderzoek dient ingesteld, waarvan de reden van bestaan en het doel omschreven zijn in de nota die ik u bij brief van 3 Maart jongstleden heb medegedeeld.

Het is niet mogelijk a priori de kosten te bepalen van dit onderzoek, waarvan men al de bijzonderheden niet kan voorzien, maar denkelijk zal men, met eene som van 500,000 frank reeds zeer gewichtige uitgaven kunnen bekomen en zal het onderzoek ver gevorderd zijn.

Het is noodig dat, bij hare stichting, de toekomstige Nationale Maatschappij van Waterleidingen over dit kapitaal beschikke.

De door mij daareven bedoelde nota geeft de redenen op waarom dit

eerste bedrag zou dienen ingeschreven te worden door den Staat en de provinciën.

De Regeering is bereid de helft ervan op zich te nemen; er zou dus een globale som van 250,000 frank overblijven, te verdeelen onder de negen provinciën.

Voor dit eerste tijdperk van werking der maatschappij, schijnt het billijk van elke provincie eene financieele ondersteuning te vergen evenredig aan het gedeelte harer bevolking dat thans niet de voordeelen van eene drinkwaterleiding geniet of op 't punt is te genieten en aldus geroepen is rechtstreeks voordeel te halen uit de uitslagen van het ontworpen onderzoek.

Volgens de gegevens die mijn departement bezit, zou dit gedeelte van de bevolking van elke provincie bij benadering kunnen bepaald worden als volgt ⁽¹⁾ :

Antwerpen	750,000 inwoners.
Brabant	500,000 id.
West-Vlaanderen	800,000 id.
Oost-Vlaanderen	1,000,000 id.
Henegouw	750,000 id.
Luik	350,000 id.
Limburg	230,000 id.
Luxemburg	70,000 id.
Namen	170,000 id.
Totaal	4,620,000 inwoners.

Op die grondslagen zou het aandeel van elke provincie in de samenstelling van het kapitaal voor den studiedienst bepaald worden volgens onderstaande tabel :

Antwerpen	40,500 frank.
Brabant	27,000 id.
West-Vlaanderen	43,000 id.
Oost-Vlaanderen	54,000 id.
Henegouw	40,500 id.
Luik	19,000 id.
Limburg	12,500 id.
Luxemburg	4,000 id.
Namen	9,500 id.
Totaal	250,000 frank.

Het spreekt van zelf dat de ontworpen maatschappij niet ineens de

(1) De steden en gemeenten die voorzien zijn van eene klaarblijkelijk onvoldoende waterleiding komen in die cijfers voor, a rato van de helft harer bevolking.

500,000 frank zal kunnen gebruiken : het onderzoek en de daarmede in verband zijnde werken zullen over verscheidene jaren verdeeld worden; het kapitaal moet dus met gedeelten worden gestort. Zoo men voor het onderzoek een tijdperk van vijf jaar voorziet, zullen de Staat en de provinciën in 1913 slechts een vijfde van hunne respectievelijke aandeele te storten hebben.

Voor het oogenblik beoog ik geen ander doel dan uwe provincie te verzoeken, op de begrooting, die de Raad gaat bespreken, de noodige sommen uit te trekken voor de eventueele betaling van haar aandeel in de kosten van de Nationale Maatschappij gedurende het volgende dienstjaar.

Gelief op te merken, Mijnheer de Gouverneur, dat de gevraagde beslissing de provincie niet verbindt voor de toekomst. Wordt de maatschappij gesticht op de door de wet te bepalen grondslagen, dan zal de Provinciale Raad opnieuw te beslissen hebben of de provincie al of niet tot de maatschappij toetreedt; de zaak blijft dus beslist, en slechts zoo zij later in bevestigenden zin wordt opgelost, zal het voorziene krediet werkelijk uitgegeven worden. Voor het oogenblik is het echter hoofdzaak, dat de toetreding van den Raad, over enkele maanden, tot het ontwerp van de Regeering niet in hare gevolgen zou ontzenuwd worden door het gemis, op de provinciale begrooting, van de noodige middelen om het aandeel van de provincie te betalen. Het is dus onontbeerlijk van nu af deze uitgaaf op de aanhangige begrooting te voorzien, hetzij zij met de gewone middelen gedekt worde, hetzij de Provinciale Raad zijn toevlucht neme tot eene leening die door middel van annuïteiten zou terugbetaald worden.

Wat meer in 't bijzonder de provincie Antwerpen betreft die, voor haar gebied, met de medewerking van de Regeering, een onderzoek heeft ingesteld zooals ik er een voor het geheele land voorstel, zij zou als maatschappelijk aandeel, voor een bedrag gelijk aan hetgeen het onderzoek haar gekost heeft, de verkregen uitslagen en de besluiten, waartoe haar onderzoek geleid heeft, inbrengen.

Ik verheug mij bij de gedachte, Mijnheer de Gouverneur, dat mijn oproep welwillend zal onthaald worden in den school van de Bestendige Deputatie en van den Provincialen Raad uwer provincie, en dat deze colleges het zich ten plicht zullen stellen hun steun te verleen en aan het grootsche werk van volksgezondheid tot welks welslagen ik hen verzoek bij te dragen.

* *

Ik neem de gelegenheid te baat om twee vraagstukken toe te lichten die in de vergadering van 27 Juni werden aangeraakt.

Men heeft zich afgevraagd of het wel noodzakelijk was te voorzien dat de Nationale Maatschappij van waterleidingen zelf obligatiën zou uitgeven, zooals de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen doet, en of het niet verkieslijker ware haar vrij te laten zich de noodige kapitalen aan te

schaffen door tusschenkomst van bestaande financieele instellingen, zooals bijvoorbeeld de Maatschappij voor Gemeentekrediet. Gaarne wil ik die oplossing onderzoeken; ernstige argumenten pleiten in haar voordeel. Het ligt in elk geval in mijn bedoeling de standregelen der toekomstige maatschappij derwijze op te maken dat haar alle vrijheid gelaten wordt in de keuze van de wijze waarop zij hare leeningen zal aangaan.

Ten tweede, heeft men gevraagd of de maatschappij wachten moest tot dat het algemeen programma, dat zij op te maken heeft, klaar is, alvorens practisch de hand aan het werk te slaan en de inrichting van openbare diensten voor drinkwater te ondernemen. Volgens mijne meening hoeft dat niet : zoodra het onderzoek ver genoeg gevorderd is om de oplossing van een bijzonder geval mogelijk te maken, zal niets de maatschappij beletten een ontwerp op te maken van de werken, welke deze oplossing vergt, de noodige kapitalen bijeen te brengen tot hunne verwezenlijking, en de zaak als een nijverheidszaak op stevigen voet te zetten. Het is te voorzien dat vele der thans aanhangige vraagstukken, en die een hinderpaal zijn voor de verwezenlijking der sedert lang reeds onderworpen diensten voor waterleiding, aldus binnen een betrekkelijk korten tijd zullen kunnen opgelost worden.

De Minister,

PAUL BERRYER.

**Nota van een lid van de Middenafdeeling dat zich onthield
bij de stemming van het ontwerp in zijn geheel.**

Het oprichten van eene Nationale Maatschappij van Waterleidingen verdiende en bekwam inderdaad eene bijna eenparige goedkeuring. Het beantwoordde aan een algemeen wensch en eene ware behoefte, vermits de toepassing van de wet van 18 Augustus 1907, zoomin als het privaat initiatief, eene afdoende oplossing van het vraagstuk der waterleiding lieten verhoplen. Voor het lagere gedeelte des lands, diende de tegenwoordige toestand bij hoogdringendheid verbeterd. Aan eene maatschappij van algemeen belang, naar het voorbeeld van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen, was volstrekt behoefte om al de opzoekingen en werken te kunnen verwezenlijken, noodig tot het aanleggen van waterleidingen in de streken van België die er nog niet van voorzien zijn.

Het beginsel van de wet moet zonder betwisting worden aangenomen en de schrijver van deze nota maakt enkele opmerkingen op hare toepassing omdat zijn vurigste wensch is, dat de Nationale Maatschappij voor Waterleidingen denzelfden bijval geniete als de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen. Hij vreest dat dit niet het geval zal zijn, zoo niet enkele artikelen van het ontwerp gewijzigd worden.

In practisch opzicht moet men erkennen, dat zekere hoofdgedachte van het wetsontwerp veel te eenzijdig is, en al te weinig strookt met de werkelijkheid. Het wordt opgevat alsof bij waterbedeeling een enkel vraagstuk van belang was en de bezorgdheid der openbare machten kon wettigen : namelijk de volksgezondheid, die vergt dat gansch het land van volstrekt zuiver en gezond drinkwater worde voorzien. Dat is ongetwijfeld van het grootste belang. Men dient heden ten dage te weten dat overvloedig en goed drinkwater een der meest belangrijke en onmisbare factoren is van de volksgezondheid. Als bij tooverslag daalt het ziekte- en sterftecijfer wanneer die waterleiding goed is. Vóór alles dient dus aan die behoefte voldaan, maar het is niet de eenige die volstrekt noodzakelijk is, en dat schijnt het wetsontwerp wel ietwat uit het oog te verliezen. Wellicht, omdat het ernstige vraagstuk der waterbedeeling al te eenzijdig en bijgevolg op onvolledige wijze werd bestudeerd, trad het belang van de volksgezondheid als het ware alleen op het voorplan.

Vandaar verschillende bepalingen van menschlievenden en edelmoedigen aard, op zich zelf zeer lofwaardig, maar die in zekere opzichten met de werkelijkheid geene rekening houden, en ons aldus beletten het beoogde doel te bereiken. Inderdaad, zoo de wet vóór alles een menschlievend en

maatschappelijk doel heeft, dient hare weldaad kosteloos te worden verleend aan de bevolking die goed drinkwater verlangt.

De Staat en de provinciën die in zeer ruime mate zullen moeten bijdragen tot de oprichting van de Nationale Maatschappij der waterleidingen, en de bijzondere groepeeringsen mogen voor de geleverde kapitalen geen vergoeding eischen.

De inschrijving van aandeelen door den Staat en de provinciën zal eenvoudig eene toelage zijn. De gemeenten zelf en de openbare instellingen, die verplicht zijn bij te dragen, zullen slechts eene streng beperkte vergoeding ontvangen, die elke gedachte van winst uitsluit.

Het aangenomen beginsel heeft nog andere gevolgen. Geene waterleiding, door de Nationale Maatschappij aangelegd, mag tot een economisch of een nijverheidsdoel worden aangewend. Aangezien de Nationale Maatschappij geene handelszaak is, moet de taak der beheerders een eerepost zijn en geen winstgevende betrekking.

Het is onjuist en onpractisch de zending en den aard van eene Nationale Maatschappij van waterleiding aldus te beschouwen, vooral wat betreft de streken van het land, die voornamelijk thans van eene waterleiding dienen te worden voorzien.

Naast en buiten het vraagstuk van het drinkwater, is er nog een ander dat, met het oog op het welzijn van de bevolking, in de moderne tijden, van het hoogste en schier overwegend belang is. Als men enkel nagaat wat in België en elders de waterleidingen zijn geworden in de groote steden, dan moet men erkennen dat, op dit gebied, de economische belangen zoomin mogen over 't hoofd gezien worden als de belangen der volksgezondheid. Overal en hoe langs zoo meer eischen de nijverheid, de landbouwbedrijven, de spoorwegen, de openbare diensten, de hotels, de private woningen overvloedig water van goede hoedanigheid en ook water onder drukking, wat hoofdzaak is geworden. De door de nijverheid vereischte hoeveelheid is zoo groot, dat het verbruik van drinkwater schier niet in aanmerking komt. In zoo verre dat men waarschijnlijk eens tot een stelsel zal komen van afzonderlijke waterleidingen voor water voor alle doeleinden, en voor drinkwater. Het is natuurlijk noodig de bevolking onberispelijk drinkwater te leveren, maar men dient haar toch ook alles te geven wat haren arbeid en haar bestaan kan vergemakkelijken.

Het dient aangemerkt dat al de groote, thans in ons land en in den vreemde bestaande waterleidingen, juist doordat zij voor het grootste gedeelte hunne klanten een bewezen dienst en een ware winst opleverden, terecht de vergoedingen gevraagd en gekregen hebben, die haar in staat stelden terzelfdertijd zeer nuttige instellingen en in een financieel opzicht winstgevende zaken te zijn. Ware het anders, dan zouden zij niet bestaan en niet hebben toegenomen. Tot hiertoe heeft men de wettelijkheid niet betwist van de gematigde winsten die de steden uit dit bedrijf hebben gehaald.

Artikel 7 van het wetsontwerp beperkt nochtans streng de dividenden

voor gemeenten en openbare instellingen, en verleent er geen aan den Staat en de provinciën. Deze bepaling zal noodlottige gevolgen hebben. Daar de Regeering, uit eene wellicht overdreven onbaatzuchtigheid, afziet van elke vergoeding, mag men verhoplen dat zij nochtans de noodige medewerking zal verleenlen. Zal dit het geval zijn met de provinciën wien het vrij staat al of niet bij te dragen? Dit kan worden in twijfel getrokken. Het aanleggen van eene waterleiding in uitgebreide streken zal hooge kapitalen vergen. Wanneer de Intercommunale Brusselsche Maatschappij voor waterleiding de vergunningen van Aalst, Gent, Brugge, Oostende, enz., bij haar net zal gevoegd hebben, zal haar maatschappelijk kapitaal wellicht meer dan 40,000,000 frank bedragen. Dat geeft een denkbeeld van de kapitalen die zullen noodig zijn om gansch Neder-België te bedienen. Een aandeel van verscheidene millioenen frank zal men aan elke der betrokken provinciën moeten vragen, zoo dit aandeel gelijk moet zijn met dit van den Staat. De welwillendheid en de genegenheid van de Provincieraden lijden geen twijfel, maar hunne verplichtingen zijn zwaar en hunne middelen beperkt. Het betreft vooral de Vlaamsche provinciën, waar men niet houdt van financieele ondernemingen of begrootingen die met een tekort sluiten. Wanneer de Provincieraden zullen vaststellen, dat de waterleidingen grootendeels bestemd zijn om de gemeentelijke en private clientele werkelijke voordeelen en winsten te verschaffen, en dat zij zelf hunne kapitalen zonder vergelding moeten storten, dan zullen zij niet gemakkelijk hunne toestemming voor zulke hooge uitgaven geven.

Het zal wellicht sommige provinciën onmogelijk zijn zulke verbintenissen aan te gaan, en leeningen te sluiten zonder hoop op winst om de interesten te betalen en de kapitalen te delgen.

Het is ook eene dwaling al te karig de vergelding van de sommen, door de gemeenten ingeschreven, te beperken. Er zullen daar risico's zijn; de eerste jaren zullen over 't algemeen weinig winstgevend zijn. Geen dividend hoegenaamd wordt gewaarborgd en zelfs is mogelijkheid van verlies niet uitgesloten, zoodat de toetreding der gemeenten niet zoo gemakkelijk zal verkregen worden. Tot hiertoe kunnen de steden, die eene waterleiding hebben aangelegd, winst maken en hebben zij winst gemaakt. Waarom zullen, met het nieuwe stelsel, de gemeenten soms een verlies ondergaan en nooit winst hebben?

Over sommige beschouwingen van de toelichting van het ontwerp dient eene opmerking gemaakt. De kosteloze tusschenkomst van Staat en provinciën zou opgelegd worden door het feit dat tot hiertoe de gemeenten en de groepeerings van gemeenten, die eene waterleiding aanlegden, van den Staat en de provinciën toelagen ontvingen die sedert een tiental jaren tamelijk hoog liepen.

Men leidt daarvan af dat, in de toekomst ook, om de gemeenten, die door tusschenkomst van de Nationale Maatschappij eene waterleiding aanleggen, in geen minderwaardigen toestand te plaatsen, het billijk is dat de tusschenkomst van Staat en provinciën kosteloos zij. Een onderscheid dient

echter gemaakt. Vooral in Henegouw, in Luxemburg en in de provinciën Luik en Namen werden toelagen verleend aan kleine gemeenten of groepen van gemeenten om ze te helpen eene drinkwaterleiding aan te leggen ten behoeve der volksgezondheid, wat geen winst mocht opleveren; wanneer het echter waterleidingen gold in groote steden, waar zulk bedrijf steeds winstgevend is, verleende Staat noch provincie eenige toelage. Zeer vaak echter zou in Neder-België, het in te voeren stelsel veeleer dit van de groote agglomeratiën zijn dan dit van de kleine gemeenten van Luxemburg en Namen. Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het na te gaan in welke hooge mate de steden en groote gemeenten van de provinciën Vlaanderen en Antwerpen dringende behoefte hebben aan water onder drukking, voor het persoonlijk gebruik en voor tal andere doeleinden. Deze belangrijke dienst mag redelijk betaald worden, en waarschijnlijk, zelfs zoo men hem bijna kosteloos wil maken, zal men in de onmogelijkheid verkeerden hem in te richten. Niets zou overigens beletten, in de streken door de Nationale Maatschappij bediend, de kosteloze tusschenkomst van Staat en provincie te verleen aan arme landelijke gemeenten, die enkel vragen drinkwater te kunnen verschaffen tegen geringen prijs.

De tusschenkomst van de openbare macht moet volgens de gevallen vrij zijn, en de wet moet in dit opzicht de noodige vrijheid laten.

Artikel 7, dat aan de gemeenten en openbare instellingen alle hoop op winst ontzegt en aan den Staat en de provinciën elk dividend weigert, zou moeten gewijzigd, zooniet weggelaten worden. Die bepalingen zijn te beperkend en zullen een noodlottig gevolg hebben.

Het is de tekst niet van het ontwerp, maar de Toelichting die vermeldt dat de bezoldiging van de beheerders van de Nationale Maatschappij gering zal zijn en hun ambt veeleer een eerepost. Dit is geen gelukkig denkbeeld. Het is buiten kijf dat de Nationale Maatschappij door zeer bekwame mannen zal moeten beheerd worden, die daaraan veel tijd en arbeid zullen moeten besteden. Een goed beheer is meer waard dan een goedkoop.

Bovenstaande opmerkingen werden enkel ingegeven door den wensch eenige wijzigingen aan de wet te doen toebrengen, die haar zouden doen aannemen door de gemeenten en provinciën met betrouwen en goeden wil; mist zij deze, dan zou de bijval van deze groote en prachtige onderneming wel gevaar kunnen looplen.
